

Numéro 85 - 17 juin 2016

**Rivalité pour le monopole des armes nucléaires,
des matières et de la technologie connexes**

Danger pour le monde: les États-Unis se donnent le rôle de gendarme du monopole nucléaire et le Canada approuve



**Rivalité pour le monopole des armes nucléaires, des matières et de la
technologie connexes**

• **Danger pour le monde: les États-Unis se donnent le rôle de gendarme du
monopole nucléaire et le Canada approuve**

À titre d'information

• **Sommet sur la sécurité nucléaire à Washington**

**Rivalité pour le monopole des armes nucléaires, des matières
et de la technologie connexes**

Danger pour le monde: les États-Unis se donnent le rôle de gendarme du monopole nucléaire et le Canada approuve

Parmi les réussites que revendique la présidence de guerre d'Obama aux États-Unis figurent les

progrès de la non-prolifération nucléaire dans le monde au cours des huit dernières années. [1] À l'issue du Sommet 2016 sur la sécurité nucléaire, parrainé par les États-Unis qui s'est tenu à Washington du 31 mars au 2 avril, Obama a déclaré : « Alors que les terroristes, les bandes criminelles et les marchands d'armes cherchent des ingrédients mortels pour un dispositif nucléaire, de vastes régions du monde sont maintenant interdites, et c'est une réalisation remarquable ».

Quatre sommets de la sécurité nucléaire ont eu lieu entre 2010 et 2016 sous la direction directe d'Obama. Ces sommets ont permis de créer une instance parallèle au sein du système impérialiste d'États pour la conclusion d'ententes sur les questions nucléaires en dehors des organes établis des Nations unies et sans la participation de la majorité des États souverains. Cela a conduit à la création d'un « groupe de contact sur la sécurité nucléaire » encore plus restreint dont le rôle est de poursuivre les efforts des sommets par des rencontres annuelles en marge de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne.

En tenant ces sommets de la sécurité nucléaire et d'autres initiatives, les impérialistes américains se sont emparés du rôle de gendarme du monopole des armes nucléaires, des matériaux et de la technologie connexes dans le monde entier. Plus inquiétant encore, la présidence Obama a implanté un concept de « non-prolifération nucléaire » qui est synonyme de consolidation du monopole nucléaire des États-Unis. C'est la base des succès qu'elle revendique.



Pour arriver à déclarer que « de vastes régions du monde sont maintenant interdites », les États-Unis ont organisé le démantèlement des installations nucléaires à l'étranger et le déplacement physique de grandes quantités de matières nucléaires, y compris du Canada, aux États-Unis pour un entreposage permanent ou une conversion. C'est ce qui est appelé tenir les matières nucléaires « hors de portée des mains des terroristes », tandis que les États-Unis, la seule entité à avoir utilisé des armes nucléaires contre des êtres humains, se lancent dans un programme de « modernisation nucléaire » de 1 billion de dollars, déploient de nouvelles armes nucléaires en Europe et violent les accords existants sur le désarmement nucléaire.

Le gouvernement libéral de Justin Trudeau au Canada joue un rôle dangereux d'appui aux intrigues nucléaires des États-Unis et à la création de nouveaux pouvoirs de police internationaux afin d'assurer la domination nucléaire américaine. Entre autres choses, le Canada a reçu le rôle de premier plan de pousser à la conclusion d'un traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles (FMCT), un accord entre les États visant l'interdiction de la production d'uranium hautement enrichi et de plutonium retraité devant servir à fabriquer des armes.

Lors de sa visite à Hiroshima avec ses homologues des pays du G7 le 11 avril 2016, le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, a dit que le Canada devrait se concentrer, « très fortement » sur un tel traité, et que c'est la mesure qui est « la moins difficile à atteindre ». L'imposture du FMCT et l'affirmation du Canada qu'il serait une étape importante en matière de désarmement et de non-prolifération réside dans le fait que tous les pays, sauf une poignée, ont déclaré avoir mis fin à la production de ces matières à des fins militaires dans les années 1990 ou avant. Le Canada vend

d'énormes quantités d'uranium brut à au moins un de ces pays. Peut-être plus important encore, le traité n'aurait aucun effet sur les stocks existants de ces matières, dont 99 % sont détenus par les puissances nucléaires actuelles. Le matériel détenu par les cinq plus grandes puissances nucléaires est l'équivalent d'environ 80 000 engins nucléaires.

Durant les années 1990, le Canada a été nommé « intermédiaire impartial » par la Conférence des Nations unies sur le désarmement (CNUD) afin de négocier un tel traité. À cette époque beaucoup de puissances non nucléaires avaient souligné cette hypocrisie et avaient exprimé leur opposition de principe à un tel traité qui n'encourageait pas un véritable désarmement et donc les négociations sont au point mort.



Le Canada fait maintenant du chantage à ces pays et menace qu'à moins que le CNUD s'engage envers un FMCT, ses membres seront exclus des négociations sur les futurs accords nucléaires.

Dans une tirade lors du débat de haut niveau de la Conférence du désarmement à Genève le 2 mars 2016, le ministre des Affaires étrangères du Canada, Stéphane Dion, a déclaré qu'au cours des 20 dernières années « La Conférence du désarmement n'a fait aucun apport concret à la paix et à la sécurité internationales ». Dion a ensuite mentionné les récents accords qui avaient été négociés en dehors de l'ONU et menacé que « Si la Conférence ne cherche pas sérieusement à reprendre ses travaux de fond, je crains que les efforts ponctuels en faveur de la non-prolifération et du désarmement dans d'autres tribunes deviennent la norme ». Selon Dion, l'absence de soutien de la conférence à de

telles initiatives est « une critique sévère de notre incapacité à dépasser nos intérêts nationaux étroits ».

Le ministre Dion s'est insurgé contre les efforts de désarmement des puissances nucléaires existantes et l'inclusion de telles mesures dans de futur traités. Il a tenté de faire passer cela pour un appel à « une interdiction immédiate et complète des armes nucléaires ». Il a demandé que soient fixés « des objectifs réalistes qui tiennent compte des réalités stratégiques contemporaines ».

Le ministre Dion a précisé qu'un aspect essentiel d'un tel traité serait la mise en place de nouveaux pouvoirs de police internationaux pour la vérification et l'application du monopole nucléaire des puissances reconnues, dirigés par les États-Unis. La recherche d'un tel traité « serait déterminante pour aider à faire avancer les mécanismes de vérification importants nécessaires aux efforts de désarmement plus généraux », a déclaré Dion. Il a également précisé que ces « mécanismes de vérification » seront établis à l'extérieur des institutions internationales reconnues et a loué les mérites du « Partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire » qui « aborde certains aspects techniques importants de la vérification qui représentent actuellement des obstacles de taille à l'élaboration de mesures de désarmement de longue durée ».

Le « Partenariat International » est un partenariat public-privé entre le département d'État américain et l'« Initiative relative à la menace nucléaire » (NTI), un organisme fondé en 2001 par

l'ancien sénateur américain Sam Nunn et le milliardaire Ted Turner. La NTI est également l'organe de coordination, avec l'Institut Hoover de l'Université de Stanford, du « Projet de sécurité nucléaire », créé en 2007 par l'ancien Secrétaire d'État, George P. Shultz, l'ancien Secrétaire à la Défense, William J. Perry, l'ancien Secrétaire d'État Henry Kissinger et Sam Nunn.



Autrement dit, le leadership apparent du Canada sur la question du désarmement nucléaire repose sur l'appui diplomatique au rôle de gendarme international des impérialistes américains, à l'élimination des institutions internationales basées sur l'égalité des États souverains et à la création de mécanismes nouveaux, privatisés dans le système impérialiste d'États. Alors que les États-Unis continuent leur chantage nucléaire contre les peuples du monde, le Canada demande avec insistance que les peuples abandonnent leur opposition à ce deux poids deux mesures sous la menace d'être privés de leur droit à la parole.

Les activités du Canada sur la question du désarmement nucléaire sont une preuve manifeste que son rôle dans le système impérialiste d'États est en effet honteux. Les Canadiens doivent préparer les conditions pour un gouvernement antiguerre et l'instaurer. Cela peut être fait ! Il faut le faire !

Note

1. Les initiatives du gouvernement Obama dans ce domaine ont commencé peu après le discours de Barack Obama prononcé à Prague le 5 Avril 2009 lors du dixième anniversaire de l'adhésion de la République tchèque à l'OTAN. Obama a déclaré : « Nos efforts pour contenir ces dangers se concentrent sur un régime global de non-prolifération, mais si davantage de personnes et de nations enfreignent les règles, nous pourrions atteindre le point où le centre ne peut plus tenir » et a ajouté : « Aujourd'hui, j'affirme clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires ».

Les objectifs élevés comprenaient la réduction du rôle des armes nucléaires dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, le renforcement des traités multilatéraux et conclure un traité d'interdiction de la production de matières fissiles. « Certains ne respecteront pas les règles, et c'est la raison pour laquelle il nous faut mettre en place une structure qui garantisse que si une nation est en infraction, elle en assume les conséquences », a déclaré Obama.



À titre d'information

Sommet sur la sécurité nucléaire à Washington

Le quatrième Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN) s'est tenu à Washington D.C. du 31 mars au 2 avril. Le sommet a débuté par un souper organisé par la Maison-Blanche le soir du 31 mars pour « 52 dirigeants mondiaux », dont le premier ministre Justin Trudeau et les dirigeants de quatre organisations internationales. [1] Deux réunions en marge du banquet ont aussi eu lieu: un sommet

de l'industrie nucléaire et un sommet d'organisations non gouvernementales (Solutions pour un avenir nucléaire sécuritaire). Le premier SSN a eu lieu à Washington en 2010, le deuxième à Séoul en 2012 et le troisième à La Haye en 2014. On dit de ces sommets qu'ils sont l'« oeuvre » du président Barack Obama qui les a créés et parrainés.



Le sommet de 2016 sera le dernier de ce genre et un « Groupe de contact sur la sécurité nucléaire » va prendre la relève. Trente-neuf des 52 pays participants ainsi que les représentants de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et de l'ONU ont émis un communiqué conjoint dans lequel ils s'engagent à mettre sur pied ce Groupe de contact qui doit se réunir annuellement en marge de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne et promouvoir et surveiller la mise en oeuvre d'engagements pris au cours des quatre sommets SSN. Le Groupe de contact sera aussi ouvert aux pays qui n'ont pas participé au Sommet sur la sécurité nucléaire.

Près de 40 pays utilisent des réacteurs nucléaires à des fins énergétiques ou de recherche et on dit que neuf pays ont en leur possession des armes nucléaires, dont la vaste majorité sont détenues par les États-Unis et la Russie, chacun d'entre eux possédant un inventaire d'environ 7000 ogives. L'accent au sommet de 2016 a été mis sur la menace de terrorisme nucléaire et le communiqué du SSN de 2016 débute par l'affirmation que « la menace de terrorisme nucléaire et radioactif demeure un des plus grands défis à la sécurité internationale, et cette menace est en évolution constante ».



Les États-Unis ont utilisé le SSN pour cimenter leur leadership sur les pays participants en matière de sécurité nucléaire en dehors des institutions internationales existantes comme les Nations unies et l'AIEA. À cet égard le concept de non-prolifération promu par les États-Unis et les succès que ceux-ci disent avoir remportés reposent sur le retrait et le traitement de matières et de technologies nucléaires de différents pays par les États-Unis et l'engagement qui leur a été fait que ces matières et technologies relèvent uniquement des États-Unis. Le SSN a aussi établi cinq « plans d'action » -

pour l'AIEA, l'ONU, INTERPOL, l'Initiative mondiale pour combattre le terrorisme nucléaire (IMCTN, qui est coprésidée par les États-Unis et la Russie) et le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes du G7. La Russie s'est opposée à ce que le SSN établisse l'ordre du jour d'organisations externes, dont la plupart ont beaucoup plus de pays membres que le SSN n'a de pays invités. D'autres pays qui n'ont pas participé au SSN ont aussi exprimé leur désaccord (voir plus bas).

La diplomatie des « paniers-cadeaux »

Ces sommets ont donné lieu à ce qu'on appelle la diplomatie des « paniers-cadeaux », une approche qui permet de prendre des mesures sur une question donnée sans qu'il y ait consensus général. Près de quinze groupes informels ou « paniers-cadeaux » ont été formés sur des thèmes spécifiques.

La « diplomatie des paniers-cadeaux » consiste en des « engagements conjoints pris par des pays qui partagent les mêmes idées » et qui arrivent à une entente sur des questions spécifiques. Cependant, ces engagements sont souvent écrits de façon si ambiguë que les participants peuvent facilement ne pas les respecter. L'expression vient des « cadeaux-maison » initiés par les États-Unis lors du Sommet sur la sécurité nucléaire à Washington en 2010, qui étaient des engagements spécifiques pris par des pays séparément. Ensuite, on a mis de l'avant le concept de « paniers-cadeaux » au Sommet sur la sécurité nucléaire de Séoul en 2012 dans le but d'en arriver à des ententes spécifiques entre de petits groupes de pays en dehors du cadre des organisations internationales établies. [2]

Les pays participants forment aussi des « cercles » informels autour de questions spécifiques. Par exemple, près de 20 pays, y compris les États-Unis et le Royaume-Uni, constituent le cercle de la « lutte contre la contrebande nucléaire », dont la responsabilité serait de stopper le trafic illicite de matières nucléaires et d'autres matières radioactives par un échange d'information jumelé à des « accusations agressives par le biais d'une législation domestique efficace ».

Le Canada a « codirigé » deux paniers-cadeaux, l'un avec l'Espagne et l'autre, la Corée du Sud, afin de contribuer « aux efforts pour faciliter la prestation d'une assistance technique » pour la mise en oeuvre de la Résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU qui établit « l'obligation impérative d'adopter une législation destinée à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques (WMD) et de leurs vecteurs et de mettre en place des dispositifs intérieurs de contrôle ». Le deuxième panier-cadeau a été codirigé avec le Royaume-Uni et consiste à « contribuer à mettre en relief les réussites de la World Institute for Nuclear Security (WINS) Academy dans la prestation d'une formation accréditée destinée aux gestionnaires et au personnel du domaine de la sécurité nucléaire et à encourager l'expansion du programme d'accréditation du WINS ». Le Canada a coparrainé quinze autres paniers-cadeaux, y compris la « Déclaration conjointe sur le maintien des mesures pour renforcer la sécurité nucléaire mondiale » qui crée un groupe de contact sur la sécurité nucléaire coparrainé par les États-Unis.

Le premier ministre Trudeau a annoncé au SSN une contribution du Canada de l'ordre de 42 millions \$ visant à « améliorer la sécurité nucléaire et radioactive mondiale », financée par le Programme canadien de partenariat mondial. De ce montant, 26,5 millions \$ serviront à offrir « formation et équipement » au Mexique, à la Colombie, à la Jordanie et au Pérou, ainsi qu'à INTERPOL. Un montant de 6,6 millions \$ ira à l'AIEA pour « la mise en oeuvre de programmes permettant de prévenir et de déceler le terrorisme nucléaire et y répondre ». Un montant de 5,7 millions \$ servira à appuyer la remise à neuf et l'amélioration des mesures de sécurité et la formation du personnel des installations de la Thaïlande, de l'Ukraine et de l'Égypte par le biais du Fonds de la Sécurité nucléaire de l'AIEA, et 2,3 millions \$ serviront à « aider à démanteler des sources radioactives scellées désaffectées à haute intensité - particulièrement dans les Amériques ».

Un million de dollars sera alloué au Département de la Défense des États-Unis pour servir à la « sécurité du transport international » tandis que 100 000 \$ serviront à fournir de l'expertise technique à l'AIEA et à l'Initiative mondiale pour combattre le terrorisme nucléaire.

La Russie et d'autres pays ne participent pas au sommet

Le gouvernement de la Russie a informé les États-Unis en octobre 2014 qu'il ne participerait pas au SSN de 2016. La Russie s'oppose à ce que les documents et déclarations finaux du SSN de 2016 servent à établir l'ordre du jour d'organisations externes comme l'ONU, l'AIEA et INTERPOL en dehors des processus formels qui régissent ces instances et sans la participation de tous leurs membres. « Nous croyons qu'il est inacceptable de créer un tel précédent d'ingérence externe dans le travail d'organisations internationales », lit-on dans un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. « Washington essaie de devenir le 'joueur' principal et privilégié dans ce domaine », poursuit le communiqué, qui mentionne que la Russie va plutôt se concentrer sur sa coopération avec l'AIEA.

La porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Russie, Maria Zakharova, a dit en janvier 2016 que l'AIEA doit être la principale instance de coordination dans les efforts visant à la sécurité nucléaire. Zakharova a dit qu'il était « inacceptable » que les « opinions d'un groupe limité de pays » soient imposées à des instances internationales. L'AIEA est composée de 168 pays membres alors que seulement 52 pays participent au SSN. Certains pays membres de l'AIEA comme l'Iran et la Syrie n'ont pas été invités au SSN. Seuls l'Argentine, le Chili et le Brésil ont été invités parmi les pays d'Amérique latine. Aucun pays des Caraïbes n'a été invité et la République populaire démocratique de Corée n'a pas été invitée elle non plus. La Russie a aussi fait référence au manque de coopération mutuelle dans l'élaboration de l'ordre du jour du SSN.

Centres de formation et d'appui à la sécurité nucléaire et centres d'excellence (CE)

Lors du premier SSN en 2010, plusieurs pays se sont engagés à financer les Centres de formation et d'appui à la sécurité nucléaire et les Centres d'excellence (CE). Les CE sont des centres de formation, de recherche et d'appui technique pour l'industrie nucléaire et les gouvernements et sont gérés habituellement par les autorités locales en matière d'énergie atomique. D'autres CE ont été annoncés en 2012 et en 2014 bien que plusieurs d'entre eux soient toujours à l'étape de la conception ou à l'étape pré-opérationnelle.

Il y a plus de douze CE, et on dit qu'ils sont le résultat le plus tangible du travail du SSN. En juin de l'année dernière, Laura Holgate, la sherpa américaine [3] du sommet, disait des CE qu'ils étaient une « composante majeure des efforts pour soutenir le sommet sur sa lancée ». Une déclaration conjointe présentée par l'Italie en 2014 au nom de trente pays, disait à ce sujet: « Avec l'aide de l'AIEA, le réseau de centres vise à faire la promotion d'activités facilitant l'échange d'information et les meilleures pratiques qui peuvent renforcer la croissance de la capacité et de la culture de la sécurité nucléaire, et maintenir une équipe bien formée d'experts techniques dans chaque pays. »

« Discussions axées sur des scénarios »

Le rôle de gendarme que jouent le SSN et différentes agences a été bien mis en lumière lors de la session plénière de clôture du sommet qui a pris la forme d'une « discussion axée sur un scénario pour permettre aux dirigeants de saisir la complexité technique du sujet ». Un scénario de sécurité nucléaire a été présenté aux « dirigeants », à qui on a ensuite demandé d'exprimer leur opinion de façon interactive. C'est censé être une approche utile permettant aux dirigeants d'apprécier les complexités qui autrement pourraient leur échapper. [4]

Le « scénario » qui a été présenté n'a pas été rendu public mais le réseau CBC a tenté d'en décrire le contenu de la manière sensationnaliste suivante: « Des terroristes ont fait entrer clandestinement au pays une quantité d'uranium capable de remplir un sac de sucre de cinq livres, ou encore une quantité de plutonium de la grosseur d'un pamplemousse a été volée. C'est tout ce qu'il faut pour fabriquer une bombe nucléaire. Si cet engin devait exploser dans le centre-ville de Washington ou de Paris, ou encore, de Toronto, des centaines de milliers de personnes pourraient être tués.

« La question est la suivante : que feriez-vous dans de telles circonstances ? Et surtout, que ferait le premier ministre Justin Trudeau ? »

« Vous êtes les dirigeants nationaux. Qu'est-ce que vous allez faire face à ce problème ? Cet exercice est très bon parce que nous pouvons rapidement déceler les points faibles du système », a dit Carl Robichaud, un expert en sécurité nucléaire pour la Carnegie Corporation de New York.

« Nous avons un système mondial de juridictions qui s'entrecroisent, et cette approche par scénario expose les points faibles qui existent aux points de croisement de ces juridictions », a dit Robichaud.

Notes

1. En marge du SSN, le premier ministre Trudeau a rencontré le premier ministre du Royaume-Uni, David Cameron, le premier ministre de l'Inde, Narendra Modi, le président de l'Argentine, Mauricio Marci, ainsi que le premier ministre du Japon, Shinzo Abe.

Avec Cameron, Trudeau a discuté « d'une grande diversité de dossiers prioritaires, tels que l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), des questions de sécurité internationale et régionale ainsi que les sommets internationaux à venir ».

Lors de sa rencontre avec Modi, « les deux dirigeants ont entrepris de faire progresser les relations de longue date entre les deux pays, qui reposent sur des traditions communes de démocratie et de pluralisme ainsi que sur les liens profonds qui existent entre les populations de leur pays. Ils ont également parlé de coopérer pour renforcer les liens en matière de commerce et d'investissement et pour s'attaquer aux changements climatiques ».

Le premier ministre Trudeau « a salué les premiers efforts du président Macri qui visent à mettre en oeuvre son programme de réforme économique afin de stimuler la croissance économique durable et d'attirer les investissements », et a discuté « des occasions de renforcer leur relation bilatérale, notamment dans le domaine du commerce et de l'investissement, et d'améliorer leur collaboration, par exemple en matière de technologies propres et de lutte contre le trafic de stupéfiants » tout en discutant d' « une diversité d'enjeux d'intérêt commun, tels que les droits de la personne et la démocratie, la sécurité de l'hémisphère et les changements climatiques ».

Avec le premier ministre Abe, Trudeau s'est entretenu de l'ordre du jour du sommet du G7, qui a eu lieu peu après, les 26 et 27 mai à Ise-Shima, au Japon, ainsi que de « divers autres sujets d'intérêt mutuel, notamment le commerce et l'investissement, la science et la technologie, ainsi que la paix et la sécurité régionales et internationales », rapporte le bureau du premier ministre.

2. Le directeur du Conseil de sécurité nationale (CSN) pour la réduction de la menace nucléaire, Shawn Gallagher, serait le premier à avoir conçu et proposé la diplomatie des paniers-cadeaux, tandis que la directrice senior du département de terrorisme avec des armes de destruction massive et de réduction des menaces, Laura Holgan, et le tsar en matière d'armes de destruction massive de la Maison-Blanche, Gary Samore, seraient les premiers à avoir mis en oeuvre la « diplomatie des paniers-cadeaux ». Le concept des « paniers-cadeaux » a aussi éventuellement servi à d'autres

ententes nucléaires.

3. On lit dans un communiqué de la Maison-Blanche que les « sherpas » sont « les hauts fonctionnaires experts principaux de chaque pays du sommet qui sont responsables de donner suite aux résultats du sommet et de préparer leurs leaders respectifs. Ces sherpas participent à de multiples agences et forment une communauté d'action très compacte. »

4. La « discussion axée sur un scénario » de 2014 à La Haye a été produite par Scenario4summits, une compagnie hollandaise qui allie « un contenu cinématographique de grande qualité et des questions clés permettant d'engager et de faciliter la discussion ». Scenario4summits déclare pouvoir « élever votre niveau de gestion de crise à un niveau nouveau et plus réaliste. Il est plus facile d'atteindre les objectifs lorsque les participants jouent un rôle actif. Il faut pour cela un scénario qui soit réaliste et stimulant. Nous pouvons partir des scénarios et des images que nous avons déjà ou nous pouvons développer quelque chose qui s'applique uniquement à votre situation. De toute façon, nous pouvons vous aider à créer quelque chose qui restera gravé dans votre mémoire...Une réunion stratégique d'entreprise ou un événement d'affaire de haut niveau peuvent devenir quelque chose qui énergise les participants, qu'ils soient des États membres d'organisations mondiales ou des employés d'une compagnie. Cette approche innovatrice a démontré qu'elle est inspirante et motivante et permet de résoudre des problèmes complexes. »



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca